

Le retour du communisme utopique

PAR JEAN LOJKINE, PHILOSOPHE, SOCIOLOGUE (1).

La crise du système capitaliste entraîne pour la première fois, à ce niveau, la prolétarianisation des couches moyennes intellectuelles et leur entrée dans la lutte pour la reconnaissance de leurs qualifications contre les politiques d'austérité à répétition. Mais cette révolte est ambiguë, reflet d'une lutte d'influence entre l'idéologie néolibérale avec son appel répété à « l'autonomie » individuelle (libérale... et « libertaire ») et la montée des valeurs non marchandes de partage, de mutualisation issues de la nouvelle civilisation informationnelle produite notamment par la diffusion d'Internet.

« salaires », puisque « c'est le salaire qui transforme une activité en travail mais pas le travail qui transforme une activité en salaire » (5) ! Ainsi la cotisation sociale n'est plus un prélèvement sur la valeur ajoutée créée par le salarié durant son temps d'activité, un acte de solidarité intergénérationnelle, mais « un supplément de valeur » créé « par des personnes qui n'ont pas d'employeur ou d'actionnaire... les parents, les chômeurs, les retraités produisent de la valeur économique » (6).

Non seulement la confusion est complète entre valeur (marchande) et valeur d'usage, mais l'origine même de la plus-

coupé du mouvement ouvrier (syndical et politique) et des mouvements des jeunes diplômés. Les fonctionnaires de l'État, des agents des services publics sont en effet accusés, par les idéologues néolibéraux, d'être un coût injustifiable, la cause majeure de la crise du capitalisme.

La révolution informationnelle est ambivalente, elle peut servir à la fois d'instrument redoutable pour supprimer des emplois (en remplaçant les hommes par les machines, comme le fit la révolution de la machine-outil), mais elle peut aussi être le support, inconnu jusqu'ici, pour une révolution autogestionnaire. Entre le libéralisme libertariste et le communisme utopique des écologistes et des internautes, la masse des jeunes « indignés » hésitent et oscillent de l'un à l'autre.

Or les théories du communisme utopique font l'impasse sur l'enjeu politique de l'information : l'appropriation par la masse du peuple et non par une élite technocratique, de l'information stratégique, à tous les échelons des territoires, du local au global ; loin de reposer, d'autre part, sur une situation identique, à l'image de la métaphore de la « multitude », les processus de précarisation et de prolétarianisation du salariat ont produit de profonds clivages culturels, idéologiques, entre les travailleurs à statut et les sans-statut, entre les « exécutants » et les « organisateurs ». L'alliance à construire s'adresse aux différentes composantes du salariat, mais aussi aux travailleurs indépendants, voire aux petits patrons, soumis aux diktats de la sous-traitance régie par les grandes entreprises donneuses d'ordres, même si leur idéologie du libre entrepreneur les oppose violemment tant aux grandes entreprises... qu'à l'idée d'un État entrepreneur.

(1) Dernier livre paru : *Une autre façon de faire de la politique*, éd. Le Temps des cerises, 2012. Une version plus développée de cet article sera publiée

« L'activité des retraités serait ainsi du travail "productif" de "valeur économique", les pensions des retraités comme les allocations des étudiants seraient des "salaires". »

Si les théories utopiques sur le revenu d'existence (2) ont un tel succès dans les nouvelles générations de salariés touchés par la précarisation, c'est en effet parce que les biens communs, les valeurs non marchandes, issus de la révolution informationnelle, poussent de plus en plus les jeunes diplômés à se révolter contre la domination des valeurs marchandes capitalistes, et ce avec le renfort de la sensibilité écologiste qui remet en cause tout le mode de production capitaliste, là aussi à travers les luttes pour la reconnaissance des « biens communs » naturels.

L'article de Bernard Friot sur la cotisation sociale (3) ouvre à cet égard un débat capital sur l'enjeu de la bataille pour une conception progressiste des retraites ; mais il amène aussi à s'interroger sur les conditions d'une alliance de classe entre les travailleurs de la production industrielle et les fonctionnaires, comme entre les actifs et les retraités. Le succès actuel des thèses sur le caractère « productif (de valeur, de plus-value) » du travail des fonctionnaires, sur l'unité de la « multitude » (4) rassemblant, au-delà des critères d'appartenance de classe, exclus et inclus, actifs et retraités, travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, pourrait s'expliquer par la résistance, voire la contre-offensive, d'une idéologie néolibérale toujours dominante, malgré l'ampleur des récentes manifestations de masse des salariés, en France et en Europe, malgré la profondeur si explicite aujourd'hui de la crise systémique du capitalisme, notamment après le choc de 2008-2011.

Alors que la crise économique tend aujourd'hui à opposer travailleurs du secteur privé et agents de l'État, actifs et retraités, le nouveau communisme utopique soutient la thèse – paradoxale – que ce sont tous des salariés « productifs de valeur » ! L'activité des retraités serait ainsi du travail « productif » de « valeur économique », les pensions des retraités comme les allocations des étudiants seraient des

value (du surtravail), produit de l'exploitation du travail par le capital, disparaît, au profit d'un déplacement idéologique de la lutte contre l'exploitation à la lutte contre la domination, et contre l'exclusion, à l'instar des théories tourainiennes du conflit entre les « in » et les « out », les « inclus » et les « exclus », selon le mythe de la « classe moyenne » (7).

Certes, Friot a raison d'insister sur la gravité de la mise en cause du modèle français de la Sécurité sociale fondée sur les cotisations salariales et patronales et non comme en Angleterre ou dans les pays scandinaves sur l'impôt collecté centralement par l'État. La cotisation relève en effet d'une action de solidarité réciproque volontaire et non de l'assistance unilatérale, elle renvoyait au départ, en 1946, à une conception de la gestion avant-gardiste fondée sur l'idée d'une intervention directe des salariés dans la gestion des caisses de Sécurité sociale ; la suppression de la branche famille de la Sécurité sociale pourrait être le début d'une

« L'alliance à construire s'adresse aux différentes composantes du salariat, mais aussi aux travailleurs indépendants, voire aux petits patrons. »

remise en cause complète du système des cotisations sociales et donc d'un nouveau droit acquis par les luttes des salariés.

Mais en effaçant le caractère progressiste du prélèvement opéré sur la cotisation patronale, prélèvement contre lequel s'acharne le Medef, Friot rejette complètement l'enjeu aujourd'hui central, appuyé par les grandes confédérations syndicales, de l'élargissement de l'assiette des cotisations aux revenus financiers des entreprises, ce qui décrédibilise la lutte pour un autre financement des retraites impliquant un nouveau rapport de forces avec le capital. La conséquence politique la plus grave, c'est l'isolement du mouvement revendicatif des fonctionnaires,

dans la revue *Économie et Politique*.

(2) Il s'agit notamment des théories du « capitalisme cognitif », notamment des thèses d'Antonio Negri (*Empire*, de Michael Hardt, Antonio Negri, Exil, 2000).

(3) « La cotisation sociale est un supplément de valeur », de Bernard Friot, *l'Humanité*, 16 janvier 2014.

(4) *Empire*, Michael Hardt, Antonio Negri, Exil, 2000.

(5) Voir à ce sujet une critique convergente de Jean Gadrey, « Les curieuses thèses de Bernard Friot », *Blog de Jean Gadrey*, 28 août 2013.

(6) « La cotisation sociale est un supplément de valeur », de Bernard Friot, *l'Humanité*, 16 janvier 2014.

(7) Cf. *L'Adieu à la classe moyenne*, de Jean Lojkine, La Dispute, 2005.